



Compte-rendu du webinar "Alimentation territoriale, économie circulaire"

Le 26 novembre à 17h, animation par Gilles Berhault

Intervenants : Pierre-Alexandre Teulié (Vice-Président de Nestlé France), Andrée buchmann (adjointe à la maire de Schiltigheim), Gilles Luneau (journaliste)

Discutants : Delphine Levergos (La Halle aux sucres), Denis Cabiron (Ping-Pong co-work)

Le Jeudiminar "Alimentation territoriale, économie circulaire" est le second webinar organisé dans le cadre de l'Université des Transitionneurs et animé par Gilles Berhault. Il acte ainsi le passage à un nouveau modèle d'organisation de l'Université de la Fondation des Transitions. Issu de plusieurs années de rencontres et de réflexions, il s'agit de proposer à ses participants une autre manière d'échanger, de s'informer et surtout de s'inspirer. Le contexte sanitaire a eu un véritable rôle d'accélérateur dans la finalisation de l'Université des Transitionneurs et a ouvert le projet à de nouvelles opportunités.

L'Université des Transitionneurs entend "Faire territoire, en proximité et en confiance" en étroite interaction avec 15 tiers lieux en France avec un point d'orgue les 3 et 4 décembre, en présentiel ou en distanciel, selon les possibilités. Un approfondissement des projets initiés pendant l'Université des Transitionneurs les 3 et 4 décembre est envisagé sur le site archéologique de Bibracte (Saone et Loire) quand ce sera possible.

Pour échanger et s'inspirer les uns des autres nous proposons ces Jeudiminars, points de rendez-vous chaque semaine jusqu'au 17 décembre.

MOT D'INTRODUCTION

Pour traiter la thématique "Alimentation territoriale, économie circulaire", Gilles Berhault a invité trois intervenants et deux tiers lieux pour témoigner de leurs points de vue et de leurs expériences. En croisant leurs opinions et en rendant compte des initiatives auxquelles chacun a pu participer ce webinar a pour objectif d'identifier et d'accélérer les tendances révélées par le premier confinement.

Contrairement à la semaine dernière, le Jeudiminar est ouvert par les tiers lieux dont le sujet est au cœur de leur projet dans le cadre de l'Université des Transitionneurs.

LES DISCUTANTS

Denis Cabiron – Ping Pong Co-work à Millau. Inscrit dans la ruralité de son territoire, ce tiers lieu propose un espace de travail en commun et d'animation. Il prépare le lancement d'une cantine d'insertion et une cuisine pédagogique et fait intervenir divers acteurs de son territoire (agriculteurs, cuisiniers). L'ambition est d'apporter une réponse à la globalisation de l'alimentation et de renforcer l'accès à une alimentation bonne et locale pour tous. Denis Cabiron questionne particulièrement dans ce webinar l'accès à cette alimentation pour les publics en marge. Il interroge la place de nos habitudes alimentaires et notre capacité financière pour tendre vers ce type d'alimentation.

Gilles Berhault fait écho à cette pensée en questionnant aussi cette nécessité d'inclusion au sein de l'élite. Sur ces enjeux d'inclusion et d'écologie, il introduit ensuite Delphine Levergos de la Halle aux sucres.

Delphine Levergos – La Halle aux Sucres à Dunkerque. Elle commence par nous parler de son tiers lieu qui est un ancien bâtiment portuaire, c'est un lieu vivant dédié aux questions de transitions et de ville durable. Son emplacement est à la jonction entre le centre-ville (urbain) et des sociétés industrielles. La Halle aux Sucres pense son territoire et place ainsi ses actions dans une dynamique de synergie avec tous les réseaux qui l'entourent. Avec ses résidents permanents (Agence d'urbanisme, France Ville Durable, ...) ils proposent des rendez-vous réguliers aux habitants sur des thématiques diverses, et en ce moment une exposition sur l'alimentation. Delphine Levergos rappelle que le territoire dunkerquois est historiquement maraîcher mais une grande partie de la production est exportée et subit un appauvrissement des sols compte tenu de la faible diversification des types de cultures proposés.

La Halle aux sucres a rejoint l'Université des Transitionneurs en s'associant à la Fondation Dunkerquois Solidaire pour renforcer leur champ d'intervention et décroïsonner les réseaux. La Fondation développe des projets sur la fracture numérique et l'alimentation (épicerie solidaire "La Belle Épicerie", soutien au projet étudiant de cantine solidaire).

Au-delà de ces questions de solidarité, d'inclusion et d'agriculture biologique, il faut aussi traiter du phénomène de massification : comment donner accès à l'alimentation à tous ? La

question des cantines qui veulent des produits locaux et bio, comment se fournissent-elles quotidiennement ? Gilles Berhault nous rappelle que ce webinar ne cherche pas les points conflits mais pousse plutôt vers une réflexion complexe pour faire accélérer les choses et changer d'échelle, ensemble.

LES INTERVENANTS

Andrée Buchmann – adjointe à la maire de Schiltigheim. En soutien au tiers lieu La CabAnne des Créateurs, Schiltigheim est une ville ouvrière et industrielle avec 40% de logements sociaux et deux quartiers politique de ville. Andrée Buchmann présente des enjeux écologiques locaux portés par les milieux populaires de son territoire. Pendant le confinement, la préfète a interdit les marchés mais ils ont trouvé des stratégies pour continuer les ventes en direct pour que les populations puissent accéder à de la nourriture de qualité tout en évitant l'effondrement des productions des maraîchers. La mairie est pleinement impliquée dans ce dispositif solidaire puisque les cantines scolaires ont proposé des repas à environ 1€, avec des produits de qualité. La collectivité a bien un rôle important à jouer à condition de le vouloir.

Pour Gilles Berhault, notre monde est engagé et militant, et "faire territoire" signifie aussi prendre en compte toute la complexité de notre société. Il convient tout autant de questionner des acteurs locaux sur leur territoire que de discuter avec des acteurs plus globalisés, représentants de grandes marques. Le prochain intervenant est Pierre-Alexandre Teulié pour qu'il nous exprime son point de vue sur ces thématiques dans un contexte où la grande distribution est très critiquée.

Pierre-Alexandre Teulié – Vice-Président Nestlé France. C'est le terme de "massification" qui interpelle son attention, il est révélateur d'un enjeu important dans le secteur de l'alimentation. Il est précis, "nourrir trois fois par jour environ 70 millions de Français" c'est un défi. En 10 ans le pourcentage de Français faisant ses courses au supermarché est passé de 85% à 75%. Compte tenu des échelles de la grande distribution, ces chiffres sont significatifs. Ils font écho au sentiment aujourd'hui que les choses sont en train de bouger mais ces évolutions profondes prennent du temps. C'est aussi révélateur d'un décalage entre ce que les gens pensent, disent et font au quotidien, pour plusieurs raisons. Malgré une volonté affichée de replacer les circuits courts et locaux au cœur du modèle alimentaire, les supermarchés restent le vecteur privilégié de nos concitoyens pour se nourrir. Pierre-Alexandre Teulié rappelle aussi que l'alimentation est la variable que les ménages ajustent pour gérer leurs budgets, et le prix est la première barrière exprimée par les Français quant à leurs choix d'alimentation. Il convient aussi de mentionner une autre contrainte : le temps disponible pour cuisiner.

Il termine son propos avec quelques mots d'optimisme en expliquant que durant le confinement les Français ont redonné toute sa place à l'alimentation. Ils expriment aujourd'hui un désir plus fort d'une cuisine maison, équilibrée et locale. Ce ne sont pas des choses nouvelles, elles se sont surtout renforcées dans cette situation de crise. La Fondation

Nestlé a mené une étude en 2019 sur le comportement alimentaire des Français, et après le confinement, les participants ont surtout exprimé plus fortement des choses qu'ils disaient déjà avant la crise. Il se demande, en tant qu'acteur du modèle alimentaire français, comment accélérer les choses.

Gilles Berhault nous fait maintenant passer à un point de vue plus large, un point de vue journalistique, incarné par Gilles Luneau.

Gilles Luneau – journaliste. Il commence par parler d'une émission de France 3 qui interroge le fonctionnement des circuits d'approvisionnement. Il montre que si le pays a bien tenu pendant la crise grâce aux circuits courts, cela ne signifie pas pour autant qu'ils sont en bon état ou suffisants. Toutefois, tout ce travail alternatif au modèle agricole dominant a semé des initiatives et de nouvelles préoccupations dans l'esprit des gens. Par exemple, lors du confinement des centaines de plateformes informatiques ont été créées, "de manière sauvage" certes, mais elles ont comblé des besoins et des manques. Les grandes surfaces ont ouvert leurs portes aux productions locales, même si cela s'est fait sous pression syndicale.

Ce premier confinement a aussi montré que les petites villes avaient très peu d'autonomie alimentaire. Une étude de 2017 a montré que l'autonomie alimentaire des grandes métropoles se situaient entre 2% et 5%. En d'autres termes, la ville manquera de denrées alimentaires primaires en seulement deux ou trois jours si l'approvisionnement est interrompu. Cela impacte aussi les agriculteurs qui doivent se fournir régulièrement de provisions en soja et maïs pour leurs animaux. À l'échelle du pays cela a montré que notre modèle nous mettait dans une situation d'extrême fragilité et cette "ferme moderne" n'est plus capable de nourrir un territoire en s'appuyant sur ses propres ressources. Les paysans exportent plus de 95% de leurs productions alors que ce même territoire importe plus de 95% des produits essentiels dont il a besoin. Gilles Luneau l'affirme ainsi : *"on a perdu le principe de la territorialisation de la nourriture"*, il faut la repenser en termes de bassins et de géographie. Son discours n'est pas celui de l'autarcie mais questionne plutôt la raisonnable de notre modèle. Il introduit aussi la responsabilité de nos gouvernants en termes de sécurité alimentaire. Pour France 3 il a interpellé le gouvernement à ce propos mais aucune réponse... Ils ont mis le doigt sur une situation, des enjeux, des difficultés qu'on ne voyait pas avant.

Gilles Luneau resitue son propos et surtout nos axes de réflexion. Car changer d'échelle, c'est important mais cela ne suffit pas. C'est la structure même du modèle agricole qui nourrit la France, l'Europe qui ne suffit plus aujourd'hui. Pour lui la réponse doit se faire par un changement de modèle agricole, ce qui signifie engager une politique publique, une gouvernance territoriale à partir de nos nouveaux besoins et enjeux identifiés.

Parler de territoire c'est bien interroger la bonne échelle territoriale pour parler de ces thématiques, de quelle proximité parle-t-on vraiment, demande Gilles Berhault.

Andrée Buchmann apporte une nuance en précisant que l'approvisionnement alimentaire a été assuré seulement aux supermarchés. Un système a bien été soutenu pendant cette crise, et ce n'est pas celui qui permettrait de légitimer davantage une autre agriculture, un modèle alternatif. Elle aimerait aussi qu'un dialogue s'ouvre avec les Chambres de l'Agriculture qui sont des interlocuteurs difficiles. Or il faut absolument replacer les Français dans une autonomie alimentaire pour elle.

Gilles Berhault revient sur le phénomène de massification et d'approvisionnement quand on voit les supermarchés qui ont été dévalisés. Qu'est-ce que révèlent ces ruées de peurs, une rupture ?

Pour Pierre-Alexandre Teulié, nous avons assisté avec beaucoup de crainte à ces "*achats de panique, de stockage de biens de première nécessité*". Le système a tenu mais la situation pose quand même une véritable question. Il partage une réflexion sur le rôle des gros acteurs (grande distribution) dans le soutien qu'ils peuvent apporter dans cette transformation du modèle agricole dominant. En effet la majorité des Français va faire ses courses dans des supermarchés qui eux-mêmes achètent 70% de leurs matières premières en France. Or ce modèle n'est ni tenable, ni durable, car ils achètent aux mêmes producteurs sans qu'une rotation permette aux sols de se régénérer. C'est sur cet enjeu que Pierre-Alexandre Teulié considère que les grands industriels ont leur rôle à jouer pour aider les agriculteurs à revenir à des productions raisonnées et différentes. La prise de risque est forte mais c'est bien sur cet aspect qu'ils pourraient rassurer les exploitants et engager ainsi un changement systémique.

Gilles Luneau intervient cependant en rappelant que c'est à la demande justement de Nestlé que les agriculteurs ont engagé le même modèle qui fait faillite aujourd'hui, ou du moins qui a montré ses limites. Plus généralement il interroge la possibilité pour une entreprise comme Nestlé d'être prête à privilégier des magasins plus petits, plus locaux. Pour lui la pensée commerciale n'est pas territoriale alors que l'alimentation est toujours locale. Comment faire pour que le circuit alimentaire profite à l'économie territoriale aussi ?

Pierre-Alexandre Teulié lui répond, c'est "*marginale*ment possible". Il prend l'exemple de Mousseline dont les pommes de terre proviennent de champs locaux, dont les chaudières à biomasse sont alimentées par des forêts durables à proximité. S'il était hypocrite, il nous dirait que ce modèle peut s'appliquer partout. La réalité est que ce modèle n'est envisageable qu'avec certains produits mais impossible pour des produits standardisés globaux.

QUESTIONS ET SYNTHÈSE

Catherine Marlas intervient sur "*cette idée qui fait son chemin*" : considérer la sécurité alimentaire comme relevant de la sécurité publique. Stéphane Limou a écrit Résilience alimentaire et sécurité nationale, des propos que la participante n'avait pas entièrement saisis lors de leur rencontre. Mais le contexte sanitaire a été révélateur de la justesse du raisonnement de l'auteur et mis en exergue la pyramide de Maslow où l'un des besoins primaires est bien l'alimentation. Pour elle les pouvoirs publics ont tout intérêt à se saisir de

cette question. Il faut une prise de conscience qui dépasse les acteurs territoriaux, c'est un enjeu de sécurité nationale désormais.

D'autres pistes d'amélioration et d'influence sur le système dominant sont introduites par les participants telles que l'effet vertueux de la monnaie locale sur des achats alimentaire, la sensibilisation des habitants sur la question du gaspillage et de la saisonnalité des aliments, et aussi l'idée d'une différenciation des prix selon les milieux sociaux. Ce dernier point est développé par un participant qui a vu cela à Berlin. Il contextualise en expliquant que ce marché du bio local est un besoin de l'élite : la population urbaine qui n'a pas le temps d'aller chercher à la source, ce qui a développé des réseaux de distribution. Les magasins devenaient rapidement les promoteurs des maraîchers locaux. Il exprime par cet exemple une expérience encourageante sur ce qu'il est possible d'inventer et de construire ensemble en France en ciblant les groupes : mettre la production et son identité en lien avec des besoins.

Denis Cabiron de Ping Pong Co-work se demande si la réponse est celle de la massification de l'agriculture locale, malgré le caractère antinomique de cette interrogation.

En conclusion, se pose dès lors la question de la digitalisation et de ce qu'elle peut apporter. Gilles Berhault évoque la création des market place, des "Amazon locaux".

Robert Lanquar, expert tourisme, travaille sur les milieux ruraux. Avec le soutien de l'Union Européenne il a fait une expérience sur les espaces ruraux intelligents dont Amazon a financé une partie des recherches. Pour lui c'est un sujet important, au cœur des évolutions que connaissent nos territoires à l'heure actuelle. Il œuvre aussi dans la formation des ingénieurs agronomes pour qu'ils prennent un rôle plus important à l'avenir.

Andrée Buchmann intervient en parlant du site qu'ils ont lancé "Made in Schilick" qui soutient l'ensemble des entreprises locales quel que soit son secteur. Pour elle *"le digital est un bon soutien à ce type de dynamique mais il y a des effets pervers, les gens dans le digital peuvent être déconnectés du territoire"*.

Pierre-Alexandre Teulié : *"le digital, à consommer avec modération"*. Il a de grands mérites et a pris une place fondamentale dans le lien de confiance avec le consommateur.

Gilles Luneau : *"il ne faut jamais confondre l'outil et le système"*. C'est un outil pratique – les plateformes sauvages ont aidé les circuits courts – par contre quand ça fait système et qu'on est enfermé dedans, cela devient problématique. En dernier rappel, la globalisation des échanges a annihilé la diversification économique des territoires. Il faut faire l'audit des territoires qu'on habite pour se questionner les flux dont on dépend et cartographier nos lieux d'alimentation pour finalement élaborer une politique publique alimentaire.

Richard Collin est invité à exprimer ses impressions. Il se réjouit de la diversité qui nous réunit dans ce webinar qui incarne bien l'esprit de l'Université des Transitionneurs. Il revient sur le terme de "cartographie" qui fait écho à celle que nous allons créer pendant la rencontre des 3 et 4 décembre, à partir de l'arbre de connaissances de Michel Authier. La cartographie est

un outil de visibilité et de compréhension de ce qui se passe, de régularisation des flux et de partage.

Nous vous invitons le 3 décembre à 17h à notre troisième Jeudiminar "Faire territoire. Tisser la confiance et le lien social ?" qui est aussi une séance d'inspiration pour le lancement de l'Université des Transitionneurs ! **S'INSCRIRE [ICI](#)**

Vous pouvez poursuivre les échanges et travailler à la réalisation d'un projet concret qui vous intéresse en vous inscrivant pour participer à l'Université des Transitionneurs, les 3 et 4 décembre ! **S'INSCRIRE [ICI](#)**

